

ABRIL 2006

## FRANCÉS

La collaboration policière franco-espagnole et le rejet croissant du terrorisme par la société civile ont beaucoup affaibli l'organisation séparatiste basque ETA. Le Pays basque espagnol attend pourtant encore un règlement de paix. Le statut de Guernica, entré en vigueur en 1980, a accordé une grande autonomie à la région, qui dispose notamment d'un Parlement, d'une police et d'un gouvernement propres. Mais l'interdiction du parti indépendantiste Batasuna par la justice espagnole en mars 2003, en raison de ses liens avec l'ETA, n'a fait disparaître ni la menace terroriste ni les velléités séparatistes (12 à 14% de la population basque soutenant ces idées). Pour José Mari Munoa, délégué du gouvernement basque pour les Relations européennes, "si l'on persiste à vouloir régler des problèmes politiques par des solutions judiciaires, on ne résoudra jamais rien."

Les nationalistes modérés, au pouvoir à Vitoria depuis 1980, veulent une solution politique. Le gouvernement basque a présenté en octobre 2003 un projet de modification du statut de la région, pour en faire une nation librement associée à l'Espagne. Le "Plan Ibarretxe", du nom du chef du gouvernement, prévoit d'accorder une plus grande autonomie au Pays basque espagnol, notamment en matière de fiscalité et de justice. Rejeté de tous les côtés, ce plan avait peu de chances d'aboutir. Même si le texte obtenait la majorité absolue des voix au Parlement basque, il devrait encore être approuvé par les deux tiers du Parlement espagnol. "Dans tout autre pays, il y aurait un débat normal", se lamente un journaliste basque. Au lieu de cela, lorsque Juan José Ibarretxe a présenté son projet et menacé de le soumettre à un référendum régional, Madrid a préféré sortir l'artillerie lourde: le parti du Premier Ministre José M<sup>e</sup> Aznar a déposé un recours devant le Tribunal Constitutionnel et a modifié le Code pénal pour condamner la tenue de référendums illégaux.

Pourtant, si les Basques restent nettement divisés entre nationalistes et non-nationalistes, ils sont nombreux à vouloir mettre fin à ce conflit par le dialogue. Après trente-cinq années d'un terrorisme et d'un contre-terrorisme qui ont fait plus de 1 000 victimes, l'ETA a approuvé la constitution d'une plate-forme commune entre nationalistes et indépendantistes en vue des élections législatives de mars 2004. Les nationalistes modérés ont refusé cette alliance tant que Batasuna n'exigera pas de l'ETA qu'elle dépose les armes.

Marion Heilmann

**Lisez attentivement le texte, puis répondez en français à toutes les questions, en tenant compte des indications qu'on vous donne:**

1. Écrivez en français une phrase d'élaboration personnelle qui puisse résumer ou synthétiser le texte [1 point].
2. Expliquez en français le sens des expressions suivantes [1 point]:
  - 2.1. "Déposer les armes"
  - 2.2. "Parti indépendantiste"
3. En utilisant l'information offerte par le texte, répondez en français et avec vos propres mots à la question suivante [2 points]: Pourquoi a-t-on interdit Batasuna et quelles ont été les conséquences de son interdiction?
4. En utilisant l'information offerte par le texte, répondez en français et avec vos propres mots à la question suivante [2 points]: le "Plan Ibarretxe", qu'est-ce que c'est? Comment a-t-il été accepté?
5. Répondez en français à ces questions de grammaire [2 points]:
  - 5.1. Remplacez le complément souligné par le pronom correspondant et faites les modifications nécessaires: "Les nationalistes modérés ont refusé cette alliance"
  - 5.2. Reliez le groupe de mots souligné au reste de la phrase au moyen d'un pronom relatif: "Le statut de Guernica, entré en vigueur en 1980, a accordé une grande autonomie à la région"
6. Répondez en français (60 mots environ) et de façon personnelle à la question suivante [2 points]: Quels conflits existant actuellement dans le monde vous préoccupent le plus?